

Les principaux enjeux économiques de la campagne électorale américaine

La section de la Vieille capitale a récemment eu le privilège de recevoir M. Francis Généreux, économiste à la Fédération des caisses Desjardins et spécialiste de l'économie américaine. Devant quelque 80 personnes, M. Généreux a livré un exposé fort exhaustif sur les enjeux de la présente électorale aux États-Unis. À l'aube de ce verdict, il apparaît certainement pertinent de rappeler quelques-uns de ces grands enjeux économiques qui marqueront le prochain mandat présidentiel et faire état des perspectives divergentes des principaux partis en lice. Il s'agit ici d'un bref reportage et nous vous invitons à consulter la présentation de M. Généreux, nécessairement plus complète, sur le site de l'Association.

LE PREMIER MANDAT DE GEORGE W BUSH

Il est utile de rappeler que les administrations américaines successives ne sont pas imputables pour une bonne part, des cycles économiques et subissent davantage la conjoncture économique qu'ils ne l'orientent. À cet égard, la présente administration a débuté son mandat en subissant les effets de la récession de 2001, suite à un ralentissement économique déjà engagé sous l'ère Clinton. Il n'en demeure pas moins que l'administration Bush fils, est la première depuis la grande dépression des années 1930 à avoir enregistré un déficit en termes de création d'emplois : quelque

821 000 emplois ont été perdus au cours des quatre dernières années.

Alors que le gouvernement fédéral américain affichait des surplus prévisibles sur plusieurs années, les années Bush ont encore là, marqué un retournement majeur, passant de surplus anticipés de quelque 4 600 milliards de dollars prévu sur la décennie débutant en 2001 à un déficit de 2 700 milliards de dollars sur la même période. Cet écart (7 300 milliards de dollars sur les prévisions initiales) a été creusé en partie par les baisses d'impôt successives (24 %), les dépenses additionnelles, en particulier les dépenses militaires et celles dévolues à la sécurité nationale (39 %) ainsi que les déboires de l'économie (37 %) notamment les difficultés des marchés financiers qui ont subi les contrecoups d'une série de scandales financiers.

Par ailleurs, les baisses d'impôt, bien que ciblées vers les ménages les plus à l'aise financièrement ont réussi à stimuler la croissance, favorisant un redressement tangible de l'économie américaine au cours des derniers trimestres.

LES PRINCIPAUX ENJEUX

La question du déficit budgétaire devrait constituer l'un des défis économiques du prochain président américain. L'accumulation des soldes négatifs pourrait finir par avoir un impact sur le marché obligataire et engendrer à terme une hausse des taux d'intérêt.

Bien que les médias soient discrets sur la question du financement des programmes sociaux (Medicare, Medicaid et la Sécurité sociale), cette problématique

devient incontournable avec le vieillissement de la population américaine. Dans l'état actuel des choses, le maintien des programmes coûtera au milieu du siècle, entre 15 et 20 % du PIB comparativement à 8 % actuellement. Il ne semble pas exister de consensus politique à Washington sur le type de réforme requise.

Pour faire face à ces défis, les engagements des principaux candidats demeurent relativement peu définis si ce n'est de réduire le déficit budgétaire fédéral de moitié d'ici quelques années. Ces problématiques risquent donc de demeurer intactes pour une partie du prochain mandat présidentiel.

Sur le terrain économique, la principale différence entre les candidats tient essentiellement à la redistribution des plans successifs de baisses d'impôt mis en place par le Président Bush. Ce dernier les assumant totalement. Il faut savoir que près de 40 % des baisses d'impôt bénéficient à des ménages dont le revenu excède 337 000 \$ annuellement. Ces ménages ne représentent que 1 % du nombre de familles aux États-Unis.

John Kerry propose le maintien de ces baisses d'impôt pour les revenus inférieurs à 200 000 \$ par année et se prononce en faveur d'une augmentation pour les ménages dont les revenus sont supérieurs à ce seuil. Il annulerait également les baisses des taux d'imposition touchant les dividendes et les gains de capitaux et offrirait des crédits d'impôt



éco

Équipe de rédaction

Directeur du bulletin:

Frédéric Brouillard

Collaborateurs:

Gilles Beausoleil

Martin Comeau

Charles A. Carrier

Conception et design:

François Akio Côté

ASDEQ

C.P. 6128,

succursale Centre-Ville

Montréal (Québec)

H3C 3J7

Téléphone :

514.342.7537

Télécopieur :

514.342.3967

Courriel :

national@asdeq.org

Internet :

www.asdeq.org

plus généreux pour les familles. De plus, les démocrates élimineraient plusieurs échappatoires fiscaux aux entreprises notamment dans le but de limiter le déplacement d'entreprises outre-mer. Inutile de dire que les investisseurs se rangent majoritairement du côté républicain, les cours de la bourse reflétant assez fidèlement cet état d'esprit.

QUELQUES CONSIDÉRATIONS ÉLECTORALES

À la fin d'une campagne électorale féroce qui témoigne d'une course serrée, le collègue électoral davantage que le vote démocratique désignera probablement le prochain président américain. L'élection se jouera dans quelques États dont la Floride, théâtre de l'élection de 2000, qui a connu une bonne création d'emplois sous l'administration Bush (303 000), et des États où la performance économique s'est révélé moins reluisante : à cet égard, le Wisconsin, l'Ohio et la Pennsylvanie pourraient favoriser le clan Kerry.

La hausse du prix de l'essence est susceptible également jouer un tour au tandem Bush/Cheney, le degré de sympathie étant inversement proportionnelle à la facture à la pompe.

Une soirée fort captivante donc le mardi 2 novembre prochain.

La 8e édition du Prix de journalisme économique et financier est lancée

C'est sous le thème "Investir dans la qualité – Capitaliser sur l'excellence" que la Caisse de dépôt et de placement du Québec, Merrill Lynch et l'Association des économistes québécois lançaient la 8e édition du prix de journalisme économique. Le concours vise à souligner l'importance du travail des journalistes économiques au Québec vers une information économique et financière de qualité, à la fois rigoureuse, critique et accessible. Il représente le plus important concours en excellence dans ce domaine.

"L'information financière est au cœur des préoccupations quotidiennes des gens", souligne M. Henri-Paul Rousseau, président du conseil et directeur général de la Caisse de dépôt et placement du Québec. M. Guy Savard, vice-président du conseil et président du conseil des opérations du Québec chez Merrill Lynch est d'avis que "la globalisation des enjeux économiques implique qu'un changement survenu à l'autre bout de la planète peut avoir des conséquences importantes ici". Selon Louis Lévesque, président de l'Asdeq, "Ce prix représente une très bonne occasion de faire reconnaître le professionnalisme et l'excellent travail de ces journalistes".

Le Prix de journalisme économique et financier, Caisse de dépôt et de placement du Québec – Merrill Lynch est doté de bourses de 10 000, 5 000 et 2 500

dollars. Il s'adresse à tous les journalistes oeuvrant au Québec dans l'une des deux langues officielles ayant publié un reportage à caractère économique et financier dans la presse écrite, radio-phonique, télévisuelle ou sur internet. La période d'inscription se tiendra jusqu'au 12 novembre.

Le Carrefour de l'emploi

Plusieurs entreprises et organisations sollicitent régulièrement l'Association afin d'informer ses membres de l'ouverture de postes à combler. Le Conseil d'administration de l'ASDEQ a donc décidé de mettre sur pied un nouveau service permettant aux membres de consulter sur le site de l'Association, les offres et les demandes d'emploi. Ce nouveau service a connu un solide démarrage et nous invitons tous les membres, ceux qui cherchent un nouvel emploi, ceux qui ont des postes disponibles et même ceux qui se trouvent parfaitement confortables là où ils sont à venir découvrir ce service additionnel offert par l'ASDEQ sur son site internet.

En termes économiques, un Carrefour de l'emploi s'inscrit dans les mécanismes de fonctionnement du marché du travail. Cet outil permet de canaliser et de diriger l'information sur les marchés de façon à assurer une affectation optimale, bref, le bon économiste à la bonne place.

Nous invitons également les employeurs à s'informer des tarifs plus que compétitifs qui leur sont offerts et constater par eux-mêmes de l'efficacité de ce nouvel espace de diffusion.

Événements

Québec

17 novembre
M. Pierre Genest
Fonds de solidarité FTQ
Quel avenir pour les PME
québécoises ?

Montréal

10 novembre
Mme. Jocelyne Jacob
Banque du Canada
Les déséquilibres des
paiements courants

Outaouais

19 novembre
Journée Portes ouvertes
Ressources naturelles Canada
& Environnement Canada